



Suite aux trois dossiers proposés dans la Lettre de l'IRMC (soit 40 articles) depuis février 2011, nous poursuivons dans ce numéro les « chroniques » de la révolution tunisienne. Celle-ci sera abordée selon quatre voies d'accès thématiques : le rapport rural/urbain, le phénomène des « sit in », le renouveau du micro-crédit et l'islam politique. Ces chroniques seront suivies d'un dossier interrogeant plus particulièrement la discipline des historiens face aux mouvements sociaux et politiques.

La révolution tunisienne : ruralité vs urbanité. Quelques réflexions

La révolution tunisienne a bien eu comme point de départ les zones rurales profondes. Car il faut bien reconnaître que la ville de Sid Bouzid ou celle de Kasserine n'ont d'urbain que le nom (à Sidi Bouzid, la ville manquait d'un hôtel digne de ce nom jusqu'à il y a 3 ou 4 ans). Sans parler des agglomérations de Menzel Bouzaïène, de Regueb ou de Meknassi qui ne sont toutes que de petits bourgs ruraux dépourvus de tout le tissu socio-culturel qui fonde la ville, et où les rapports sociaux dominants gardent un caractère, sinon tribal, du moins où l'allégeance au groupe familial est prégnante.

Mais la révolte de ces régions aurait pu connaître le même sort que le soulèvement du bassin minier de janvier 2008, qui a été réprimé à huis clos faute de relais dans les grandes villes du littoral. C'est ainsi que la diffusion de la protestation vers les grandes villes et notamment Sfax et Tunis a fait basculer la révolte en une révolution qui a conduit au départ de Ben Ali et d'une partie de sa cour mafieuse. Le rôle joué par la Centrale syndicale et notamment ses représentations régionales et par les réseaux sociaux sur Internet a été lui aussi déterminant.

D'ailleurs, l'origine rurale des révolutions en Tunisie n'est pas une première. Ainsi un détour par l'histoire, nous ramène à la révolte de Abou Yazid « l'homme à l'âne » au X^e siècle (originaire de Tozeur dans le Djérid), puis à celle de Ali Ben Ghedhahem en 1864 (originaire de Kasserine), toutes les deux sont qualifiées de révoltes paysannes contre l'État central et sa pression fiscale jugée insupportable. Ce qui rappelle par ailleurs la préférence aux consommateurs qui caractérise la politique agricole de ces vingt dernières années et qui a engendré la précarité des ruraux à l'origine de la révolution.

Mais le rôle des ruraux et notamment des jeunes parmi eux n'est pas reconnu par tous et certains cherchent à mettre en avant l'impact des villes et de certaines catégories sociales. Cela se traduit d'ailleurs, durant cette période de transition, par la faible représentativité des régions rurales dans les rouages de prises de décision.

Comme exemple des signes de cette controverse, citons la polémique sur la date de commémoration de la révolution entre le 17 décembre (anniversaire de l'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi) et le 14 janvier (date de la fuite du président déchu).

Derrière ce débat de date se cache en réalité la revendication de la paternité de la révolution entre les ruraux et les urbains. En effet la date du 17 décembre qui renvoie à l'origine de la révolution que d'autres d'ailleurs voudraient faire remonter à janvier 2008 et au soulèvement du bassin minier, correspond bien à un soulèvement initié par des ruraux exclus des fruits de la croissance et peu touchés par la modernisation de la société, alors que le 14 janvier renvoie à la mobilisation des urbains qui à partir de début janvier ont donné une vraie dimension nationale à la révolte et ont permis le renversement du régime.

D'ailleurs il n'est pas étonnant que le premier responsable à avoir tranché, provisoirement, le débat sur la date de commémoration de la révolution en choisissant celle du 17 décembre, soit Moncef Marzouki, président du CPR, lors de son premier discours devant les membres de la Constituante qui venaient de l'élire premier président, et qui est connu par son attachement à la ruralité et revendique son conservatisme comme en témoigne le port du *burnous*.

Mais cette évacuation de l'opposition entre les ruraux et les urbains se reflète aussi dans les débats publics, voire même dans la manière dont les chercheurs abordent la question de la révolution et de la période de transition. En effet c'est plus souvent par le prisme de l'opposition entre les laïcs et les islamistes que la scène médiatique est occupée, scène qui reflète plus un débat qui est à l'œuvre en milieu urbain et qui de fait exclut encore une fois les ruraux et ne leur donne pas la parole.

En effet si le fait religieux peut servir de loupe pour comprendre certaines luttes pour le pouvoir au niveau des partis politiques, cette lutte en se concentrant elle aussi en milieu urbain exclut une grande partie de la population, celle du milieu rural et qui ne se reconnaît ni dans les partis de l'islam politique, ni dans ceux qui prônent la laïcité et la modernité.

Certains indicateurs témoignent de ce décalage. Ainsi en est-il du score du CPR, qui se présente comme étant à la fois progressiste sur la question de la religion et conservateur en terme de morale et de mœurs, qui pourrait être interprété comme la preuve de la rencontre entre les attentes de cette population¹ et les positions de ce parti.

Ce décalage se reflète aussi dans le vote des ruraux lors des élections du 23 octobre : faible participation corrélée avec le taux de

ruralité². Aussi certains ruraux ont choisi de voter pour les listes d'El Aridha pour exprimer leur rejet à la fois des laïcs et progressistes de gauche et des islamistes d'Ennahdha en votant pour d'illustres inconnus qui n'ont comme principal avantage que d'être issus d'un milieu populaire et rural. C'est le cas à Kébili, Tataouine, Kasserine, Sidi Bouzid, etc.).

Dans le cas de Sidi Bouzid, le vote en faveur de la liste d'El Aridha est interprété par certains comme un vote sanction contre Ennahdha, d'ailleurs à l'annonce de l'invalidation de la liste d'El Aridha par l'ISIE, c'est l'un des bureaux du Parti du Cheikh Rached Ghannouchi qui a été la cible des attaques des manifestants.

Au niveau recherche, les approches qui dominent la scène proposent des lectures ayant comme principale problématique celle de la place de la religion (de l'islam politique) dans la construction de l'État post révolutionnaire et accessoirement de la sécularisation de cette religion ou de sa compatibilité avec la démocratie et les droits de l'Homme.

Sans vouloir nier l'importance de ces questions, même si elles empruntent un prisme par trop extérieur à la Tunisie avec le risque de nous tendre un miroir déformant pour nous y jauger, il me semble que cela se fait au détriment d'une analyse qui replace de nouveau les rapports entre les ruraux et les urbains au centre des problématiques et qui partirait de l'opposition, toujours à l'ordre du jour, de deux visions du monde et de deux projets de société totalement différents, voire antagonistes.

En effet, il est important de souligner que les leaders ruraux sont porteurs d'un projet de société plus conservatrice, mais où la place de la religion est moins présente que celle occupée dans les projets politiques des partis implantés en milieu urbain. Et que tant que la dimension rural/urbain n'est pas prise en compte dans les débats et dans les projets de société, les ruraux se sentiront exclus et auront des raisons objectives de ne pas y adhérer.

Mohamed ELLOUMI
Agronome, INRAT

1. Très peu de données sont disponibles et encore moins d'analyses sur les résultats des élections et le comportement des électeurs selon les régions, le milieu et encore moins les classes socio-professionnelles pour nous permettre de faire des analyses fines du comportement des électeurs.

2. Selon les premiers résultats d'un travail en cours réalisé par Kawther Latiri que je remercie.